

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT
HMN24A15SRV du 20/12/2024

Objet : Prestation de nettoyage des vitres des Hôpitaux Universitaires
Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier, Emile Roux,
Dupuytren et Georges Clémenceau.

Publication : **Avis au BOAMP ET JOUE** (via plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>) –
adressé le : 20/12/2024

Date limite pour toute question : 16/01/2025 à 16H00

Date limite de remise des offres : 24/01/2025 à 12H00

Conditions de visite des lieux :

La visite **est obligatoire** et est à effectuer sur rendez-vous uniquement. Elle se fera individuellement avant le dépôt des offres. Le rendez-vous devra être pris au minimum 72 heures avant la date souhaitée de la visite auprès des responsables du pôle environnement.

La visite devra avoir lieu **au plus tard le 15/01/2025 à 12 heures**.

L'offre des candidats n'ayant pas effectué la visite et joint l'attestation de visite remise à cette occasion sera éliminée.

Ce document comprend 17 pages.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	1/17
--	-----------------------------	------

SOMMAIRE

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION	1
ARTICLE 1. OBJET DE L'APPEL A CONCURRENCE	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE L'APPEL A CONCURRENCE	3
1. Modalités de la consultation	3
2. Forme.....	4
3. Estimation des besoins.....	4
4. Modalités essentielles de financement et de paiement	5
5. Modifications du marché	5
6. Allotissement	5
7. Variante.....	6
8. Période d'exécution.....	6
9. Modification de détail au dossier de consultation.....	6
10. Délai de validité des offres.....	6
11. Visite obligatoire.....	7
12. Groupement de candidats.....	7
13. Sous-traitance.....	8
ARTICLE 3. CONSTITUTION DU DOSSIER	8
1. Candidature	8
2. Offre technique et financière	10
ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	11
ARTICLE 5. ENREGISTREMENT ET JUGEMENT DES OFFRES	14
1. Le jugement des offres	15
2. La négociation.....	16
ARTICLE 6. NOTIFICATION DES RÉSULTATS	16
ARTICLE 7. VOIES DE RECOURS	17
ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	17

ARTICLE 1. OBJET DE L'APPEL A CONCURRENCE

Le présent marché a pour objet « Prestation de nettoyage des vitres des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier, Emile Roux, Dupuytren et Georges Clémenceau ».

Le Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor fait partie de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP).

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris est un établissement public de santé dont fait partie le groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor composé des sites Henri-Mondor, Albert Chenevier, Emile Roux, Dupuytren et Georges Clémenceau.

Site	Adresse
HENRI MONDOR	1 Rue Gustave Eiffel 94010 CRETEIL
ALBERT CHENEVIER	40 Rue de Mesly 94000 CRETEIL
EMILE ROUX	1 Avenue de Verdun 94450 LIMEIL BREVANNES
DUPUYTREN	1 Avenue Eugène Delacroix 91210 DRAVEIL
GEORGES CLEMENCEAU	1 Rue Georges Clémenceau 91750 CHAMPCUEIL

La présente consultation concerne tous les sites.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE L'APPEL A CONCURRENCE

1. Modalités de la consultation

La procédure de consultation est l'appel d'offres ouvert, en application de l'article R.2124-2 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera couvert par l'accord international sur les marchés publics (AMP).

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC) et son annexe ;
- Les actes d'engagement et leur annexe financière ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	3/17
--	-----------------------------	------

En application de l'article R.2132-2 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les soumissionnaires doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité et répondre via le site dont l'adresse Internet est www.marches-publics.gouv.fr

Lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE), le candidat doit faire part de son nom, d'une adresse, ainsi que du nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions (conformément aux articles R. 2132-1 à R. 2132-6 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique).

Afin de décompresser et pouvoir lire les documents mis en ligne par le compte du Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, les soumissionnaires devront notamment disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

2. Forme

La présente consultation vise la conclusion d'un appel d'offres ouvert.

La consultation vise à la conclusion d'un accord cadre mono-attributaire déterminé dans tous ses éléments au sens de la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 (contrat cadre), c'est-à-dire d'un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

3. Estimation des besoins

Lot n°1 : **54 526** m2 Annuel

Lot n°2 : **19 760** m2 Annuel

Lot n°3 : **23 107** m2 Annuel

Lot n°4 : **22 296** m2 Annuel

Lot n°5 : **15 359** m2 Annuel

Ces estimations ont un caractère prévisionnel. Elles sont données à titre indicatif et pourront évoluer en fonction de l'activité, des besoins et des évolutions.

Les vitres sont déclinées en six grandes catégories en fonction de l'ouverture et aspect des fenêtres :

- Catégorie 1 : vitres accessibles
- Catégorie 2 : vitres accessibles avec point d'encrage
- Catégorie 3 : vitres accessibles par perche télescopique
- Catégorie 4 : vitres accessibles avec l'aide de nacelle mobile
- Catégorie 5 : vitres accessibles avec l'aide de nacelle installée sur bâtiment
- Catégorie 6 : vitres inaccessibles (équipe spécialisée d'alpiniste)

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	4/17
--	-----------------------------	------

Pour le site Henri MONDOR, seules les catégories 1, 3 et 4 sont à retenir.

Pour le site Albert CHENEVIER, seules les catégories 1, 3 et 4 sont à retenir.

Pour le site Emile ROUX, les catégories 1, 2, 3 et 4 sont à retenir.

Pour le site DUPUYTREN, seules les catégories 1 et 3 sont à retenir.

Pour le site Georges CLEMENCEAU, seules les catégories 1, 3 et 4 sont à retenir.

4. Modalités essentielles de financement et de paiement

Conformément à l'article R2112-6 du Code de la commande publique, les marchés sont traités à prix unitaires.

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont fermes la première année.

Ils seront toutefois révisibles annuellement en cas de baisse du tarif général des prestations faisant l'objet du marché ou en cas de hausse des indices des prix de vente des services faisant l'objet du marché : cela permettra de prendre en compte les fluctuations des prix du marché.

Cette révision sera établie à la date d'anniversaire du marché notifié.

L'exécution du marché sera financée par le budget du groupe hospitalier. Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon les dispositions du décret 2013-269 du 29/03/2013 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement des marchés publics. Le ou les fournisseurs seront dispensés du versement de la retenue de garantie et de la constitution d'un cautionnement. En application des articles R. 2112-7, R. 2112-8 et R. 2112-13 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique les prix du marché seront fermes la 1ère année et révisable annuellement à la date anniversaire du début de marché.

5. Modifications du marché

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent document dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement ou encore de nouveaux bâtiments.

Conformément à l'article R.2194-2 du Code de la commande publique, les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réservent le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites au marché par voie d'avenant.

6. Allotissement

Conformément à l'article L.2113-10, les prestations objet du marché se décomposent en 5 lots :

- Lot n°1 : sites Henri Mondor
- Lot n°2 : site Albert Chenevier
- Lot n°3 : site Emile Roux
- Lot n°4 : site Dupuytren
- Lot n°5 : site Georges Clémenceau

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	5/17
--	-----------------------------	------

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour un seul, plusieurs ou l'ensemble des lots.

7. Variante

Le présent marché est lancé sans variante.

Aucune variante ne pourra être proposée par le titulaire en cours de contrat.

8. Période d'exécution

Le marché prend effet à sa date de notification pour une durée de 48 mois.

9. Modification de détail au dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications au dossier de consultation. Ils doivent en respecter l'intégralité des prescriptions et toute modification unilatérale des documents rendra l'offre irrégulière.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Celles-ci seront communiquées six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres (Article R2132-6 du Code de la commande publique).

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Toute modification du dossier fera l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier, dans le respect du principe d'égalité.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à l'initiative de l'acheteur, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'Euro.

Langue française

La langue pouvant être utilisée pour présenter les offres et les candidatures est le Français. Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère, seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française conformément R.2151-12 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	6/17
--	-----------------------------	------

11. Visite obligatoire

La réalisation effective, dans les délais impartis, de la visite conditionne la validité de l'offre.

La visite de la société sera individuelle et obligatoire et aura lieu au plus tard à la date indiquée en première page du document et sur rendez-vous uniquement.

Les modalités de la visite seront à déterminer avec les responsables suivants :

Lot 1 : Nathalie ROGER, 01 49 81 26 61, nathalie.roger@aphp.fr

Lot 2 : Nathalie ROGER, 01 49 81 26 61, nathalie.roger@aphp.fr

Lot 3 : Pascal LOYE, 06 83 14 81 25, pascal.loye@aphp.fr et Jérôme LETIENT : jerome.letient@aphp.fr

Lot 4 : Pascal LOYE, 06 83 14 81 25, pascal.loye@aphp.fr et Florence KOWALSKI : florence.kowalski@aphp.fr

Lot 5 : Pascal LOYE, 06 83 14 81 25, pascal.loye@aphp.fr et Georges LAITHIER : georges.laithier@aphp.fr et Jean-Claude DANO : jean-claude.dano@aphp.fr

Les rendez- vous doivent impérativement être pris au minimum 72 heures avant la date souhaitée de la visite.

La visite donnera lieu à l'établissement d'un bulletin de visite figurant en annexe du présent règlement de la consultation, dûment rempli et signé par chacune des parties.

Le bulletin de visite sera exigé pour la validation de l'offre.

Aucune réponse orale n'est apportée aux questions du candidat. Le candidat doit poser ses questions via la plate-forme de dématérialisation : www.marches-publics.gouv.fr au niveau de la consultation.

Un relevé comprenant les questions du candidat et les réponses est élaboré par la Cellule Marché du Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor qui le transmet ensuite à l'ensemble des candidats qui ont ainsi les mêmes éléments en leur possession afin de constituer leur offre.

12. Groupement de candidats

Le groupement de candidats est autorisé : dans ce cas, l'acte d'engagement ainsi que l'annexe financière devront être co-signés électroniquement par tous les membres du groupement et le nom du mandataire expressément désigné, en précisant sur le DC1 si le groupement est solidaire ou conjoint. Le mandataire d'un groupement solidaire peut signer seul s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés à l'article 3.1.

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter, pour le contrat, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membres d'un ou plusieurs groupement(s).

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	7/17
--	-----------------------------	------

➤ Communications et échanges d'informations par voie électronique

En cas de groupement de candidats, un outil de co-signature est disponible sur le site

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

13. Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Néanmoins, au regard des articles L. 2193-1 à L. 2193-4 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. Par ailleurs, conformément à l'article R. 2193-1 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un formulaire de déclaration de sous-traitance (DC 4) ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

L'agrément des sous-traitants est conditionné par la production des pièces DC1 et DC2 et attestations fiscales et sociales à jour pour chaque sous-traitant.

ARTICLE 3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Candidature

Les candidats ont le choix entre :

1.1 Candidater en déposant le dossier suivant :

- Formulaire **DC1** ou équivalent, daté et signé électroniquement par la personne habilitée à engager la société ;
- Formulaire **DC2** ou équivalent, déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. Les mentions du capital et du chiffre d'affaires doivent être suivies de l'unité monétaire correspondante.

Ces formulaires sont disponibles sur le site du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires> ;

- Déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion prévue par les articles L.2141-1 à L2141-11 de l'Ordonnance n°2018-1074 et que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes sont exacts ;

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	8/17
--	-----------------------------	------

- Pour les candidats établis dans un Etat autre que la France qui ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R2143-6 à R.2143-9, il sera demandé une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.
- Extrait du Kbis (datant de moins de 3 mois à la date d'envoi de la candidature) ; ainsi que l'indication du capital social. Après notification du marché, le titulaire devra également transmettre un extrait du Kbis tous les 6 mois et ce, durant l'exécution du marché.
- Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles
- En vertu du décret n°2011-1601 du 21 novembre 2011, transmission des attestations relatives aux obligations de déclarations et aussi au paiement des cotisations. Ces attestations seront délivrées par l'URSSAF. Après notification du marché, le titulaire devra également transmettre ces attestations tous les 6 mois et ce, durant l'exécution du marché.
- La liste des travailleurs étrangers. Si le candidat n'emploi pas de travailleurs étrangers, une déclaration sur l'honneur sera fournie en ce sens.
- Le Manuel Qualité, si la société est certifiée selon la Norme ISO 9001 (non obligatoire) ;
- Si le signataire des pièces de ce marché n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire ;

Si le signataire des pièces de ce marché n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au signataire des pièces est nécessaire.

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

- Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le Kbis, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.
- Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le Kbis, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.
- Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

En cas de non présentation de ces documents dans le dossier de candidature, ils devront être fournis dans les 4 jours suivant l'envoi d'une demande de précision sur le teneur des offres des candidats via la plateforme - www.marches-publics.gouv.fr : le jour de l'envoi de la demande et le jour de réception ne sont pas comptabilisés.

La production des documents dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.

1.2 Candidater en remplissant le DUME (Document Unique de Marché Européen) sur la plateforme.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	9/17
--	-----------------------------	------

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, les opérateurs économiques peuvent présenter la candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) téléchargeable sur le lien suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

2. Offre technique et financière

2.1. Documents obligatoires sous peine d'élimination de l'offre

- L'acte d'engagement (pour chaque lot, le cas échéant) complété (CCP ou compte bancaire ; n° de compte et adresse de la banque désignée ; code banque, code guichet, clé) accompagné de son annexe financière, datés, signés électroniquement. Dans le cas de groupement autorisé de candidats, l'acte d'engagement ainsi que son annexe financière devront être signés électroniquement par le mandataire expressément désigné et tous les membres. Le candidat est tenu de répondre à la prestation désignée. Le candidat est tenu de respecter la présentation de l'annexe financière définie par l'administration. Tout ajout ou suppression entraînera l'élimination du candidat.
- La fiche de visite obligatoire, annexe n°1 jointe au présent règlement de consultation, complétée, datée et signée (pour chaque lot, le cas échéant).
- Le Cadre de réponses techniques, annexe (s) au cahier des clauses particulières, complétée(s), datée(s) et signée(s) électroniquement au format Word et PDF (pour chaque lot, le cas échéant). **Si besoin, le candidat peut joindre un dossier technique également daté, signé électroniquement.**

Le candidat est tenu de répondre **à la totalité des prestations de chaque lot** pour lequel il souhaite candidater.

Dans le cas de groupement autorisé de candidats (voir art. 2.12.), les actes d'engagement ainsi que les annexes financières devront être signés (électroniquement si l'offre est dématérialisée) soit par le mandataire expressément désigné et tous les membres soit par le mandataire du groupement, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

Attention : La production des documents listés ci-dessus dûment complétés conditionne la validité de l'offre.

Il est rappelé aux candidats que l'utilisation, dans leur offre, du logo de l'AP-HP ou tous autres signes distinctifs propriétés de l'AP-HP, est strictement interdite.

2.2. Documents complémentaires souhaités par l'AP-HP

- Le CCP de la consultation n° HMN24A15SRV. Seul le CCP conservé par les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor fait foi en cas de litige ;
- Toute autre pièce que le candidat estime de nature à appuyer sa candidature, dont notamment des liens avec des entreprises adaptées ou des établissements et services d'aide par le travail.
- L'attestation fiscale ou équivalent délivrée en 2024 par le comptable public ou équivalent.

Si non présentation dans le dossier, ce document doit être fourni dans les 4 jours suivant l'envoi via la plateforme - www.marches-publics.gouv.fr informant le candidat qu'il est classe n° 1 : le jour d'envoi via la plateforme - www.marches-publics.gouv.fr et le jour de réception ne sont pas comptabilisés (ex : envoi mercredi 9 heures, réception lundi 9 heures).

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	10/17
--	-----------------------------	-------

Pour les candidats établis dans un Etat autre que la France, il sera demandé de produire les documents listés à l'article R. 2143-5 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Ces documents seront accompagnés d'une traduction en français.

- Un RIB ou un RIP.
- Une facture vierge (les Conditions Générales de Ventes sont systématiquement nulles et non avenues).
- Toute autre pièce que le candidat estime de nature à appuyer sa candidature, dont notamment des liens avec des C.A.T. (Centres d'Aides par le Travail), des Ateliers Protégés ou des Ateliers de réinsertion sociale.
- Les références similaires.
- Attestation de Norme ISO ou Normes Européennes.
- Le Manuel Assurance Qualité, si la société est certifiée selon la Norme ISO 9001
- L'imprimé DC 4 ou équivalent, en cas de sous-traitance, date et signature obligatoirement originales ou date et signature électroniques obligatoires.
- La copie du (ou des) jugement(s), si le candidat est en redressement judiciaire.
- Une copie de la police d'assurance de responsabilité civile.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les candidats doivent transmettre leur offre par voie dématérialisée.

Il ne peut en aucun cas envoyer son offre sur support papier.

Le candidat transmet son offre en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière reçue sera prise en compte (article R2151-6 du code de la commande publique).

Il est rappelé aux candidats que l'utilisation, dans leur offre, du logo de l'AP-HP ou tous autres signes distinctifs propriétés de l'AP-HP, est strictement interdite.

Les candidats doivent obligatoirement répondre via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et heures limites de réception des offres (page 1).

Conformément à l'article R2151-5 du code de la commande publique, toute offre reçue hors délai sera éliminée.

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Lors de la transmission par voie électronique, l'offre sera constituée de deux dossiers intitulés :

- « Candidature » (comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.1) ;

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	11/17
--	-----------------------------	-------

- « Offre technique et financière » (comprenant les éléments demandés au paragraphe 3.2.1 et 3.2.2).

Sur le format des documents :

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

- L'offre doit être présentée selon les formats utilisés dans les documents du DCE.

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

- "Société" : correspond au nom de la société candidate (ou du mandataire du groupement) : il peut être entier ou raccourci ;
- Désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible.

Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du _ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence, ces pièces sont les suivantes :

- Acte d'engagement ;
- Tableau d'offre de prix ;
- Pouvoir ;
- DC1 ;
- DC2 ;
- Kbis ;
- NOT12 ou équivalent, s'il est produit dès la phase de candidature ;
- RIB, s'il est produit dès la phase de candidature.

Sur la signature électronique :

Conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

Les documents constitutifs de l'offre devront être signés obligatoirement à l'aide d'un certificat de signature électronique valide. L'absence ou l'invalidité de la signature électronique entraînera l'élimination du candidat.

Attention, la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique.

Le certificat de signature électronique doit être conforme au RGS (référentiel général de sécurité) (RGS) ; dans ce cas, le niveau minimum de sécurité exigé est ** ; les formats de signature acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme au Référentiel Général de Sécurité.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	12/17
--	-----------------------------	-------

À l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d'un groupement de candidats, il faudra en plus utiliser l'outil de co-signature comme indiqué à l'article 2.8.

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement les documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

L'absence de mode opératoire entraînerait l'élimination du candidat.

Sur le dépôt des documents :

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrement de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Attention : tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il est rappelé aux candidats que, conformément au décret du 30 avril 2002, tout fichier contenant un virus est réputé n'avoir jamais été reçu.

Sur la copie de sauvegarde :

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie (arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde).

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	13/17
--	-----------------------------	-------

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ». Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque le Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues au Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Le pli contenant la copie de sauvegarde est transmis par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale ou remis au secrétariat de la Cellule des Marchés du Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor contre récépissé, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00 et de 14h à 16h.

Les candidats transmettent leur copie de sauvegarde sous enveloppe cachetée. Cette enveloppe porte l'indication du marché (intitulé et n° de la consultation) auquel l'offre se rapporte.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor
Hôpital Henri Mondor
à l'attention de Stéphane BONNEL
Direction des Achats
1, rue Gustave EIFFEL
94010 CRETEIL Cedex

Avant la date et l'heure limites indiquées en page 1 du présent règlement de consultation

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor ont détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique.

ARTICLE 5. ENREGISTREMENT ET JUGEMENT DES OFFRES

L'enregistrement et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à 2152-13 du code de la commande publique.

La commission locale d'appréciation des offres du Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réunit une première fois pour l'ouverture des plis, pour vérifier que les pièces de candidature demandées ont bien été fournies, et s'assurer que l'offre est complète et recevable. Elle formule un avis sur les propositions d'élimination des candidats dont l'offre est incomplète ou non recevable.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	14/17
--	-----------------------------	-------

1. Le jugement des offres

Dans le cadre d'une deuxième réunion de la commission locale d'appréciation du Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, celle-ci prend connaissance du rapport d'analyse des offres et propose un avis sur le choix de l'attributaire.

Pour le jugement, l'acheteur procède comme indiqué aux articles R. 2152-6 à R. 2152-12 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, au classement des offres d'après les critères publiés et pondérés dans les avis de mise en concurrence.

Les critères de choix retenus sont :

Critère 1 : Le prix – 40 %

Critère 2 : La valeur technique (sur la base de l'annexe 1 jointe au règlement de consultation) : 50 %

Les sous-critères :

- Durée de réalisation pour un passage : / 15 pts
- Planning prévisionnel détaillé par catégorie et par secteur : 15 pts
- Cadences prévues par catégorie et par secteur : / 15 pts
- Nombre d'ETP œuvrant par rapport au nombre d'heure : / 15 pts
- Encadrement prévu sur la plage horaire : / 10 pts
- Fréquence et nombre de changes (vêtements) et méthodes d'entretien des vêtements : / 5 pts
- Description des procédures, organisations, fiches de contrôle et bon de validation : / 10 pts
- Description des produits consommables : 10 pts
- Matériels et équipements utilisés : / 15 pts
- Procédure de traçabilité du prestataire : / 10 pts
- Qualification du personnel : / 10 pts
- Formations prévues : / 5 pts

Le total du critère 2 est ensuite multiplié par 50 et divisé par 135 pour obtenir la note sur 50 du critère 2.

Critère 3 : Le développement durable (sur la base de l'annexe 2 jointe au Règlement de Consultation) : 10 %

Les sous-critères

- Sous-critère 1 : Actions concrètes en faveur du développement durable : /5 pts
- Sous-critère 2 : Actions concrètement engagées en matière de politique sociale sur le site du GH : /5 pts
- Sous-critère 3 : Certifications ou évaluations entreprises par la société dans une démarche de réduction de son empreinte carbone : /5 pts

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition d'un prix figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	15/17
--	-----------------------------	-------

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix. En cas de refus, son offre est éliminée comme non cohérente.

Au vu de ces critères, l'acheteur classe les offres des candidats par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse, la mieux classée.

La commission locale d'appréciation du Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor donne son avis sur ce classement. L'acheteur retient l'offre économiquement la plus avantageuse, la mieux classée.

Une offre peut être déclarée inacceptable si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas au Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor de la financer.

L'acheteur, sur avis de la commission locale d'appréciation des offres du Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

L'acheteur se réserve le droit de déclarer l'appel d'offres sans suite.

2. La négociation

Conformément à l'article R2161-5, l'acheteur ne peut négocier avec les soumissionnaires. Cependant, il pourra leur demander de préciser la teneur de leur offre.

ARTICLE 6. NOTIFICATION DES RÉSULTATS

Après avis de la commission locale d'appréciation des offres du Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, un courrier est adressé par la Cellule des Marchés du Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor au candidat classé n°1, l'informant du projet d'attribution du marché.

En cas d'absence dans le dossier, de l'attestation fiscale ou équivalent cité à l'article 15 sous un délai de 4 jours à compter de la date de réception via la plateforme - www.marches-publics.gouv.fr, s'il ne l'a pas présenté dans son dossier de candidature. Au cas où ce document ne parviendrait pas via la plateforme - www.marches-publics.gouv.fr dans les délais impartis, la même demande sera faite au candidat classé n° 2 et le candidat classé n° 1 sera éliminé (R. 2144-7 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique). Dès réception de l'attestation fiscale ou équivalent ou vérification de sa présence dans le dossier remis avec l'offre, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, produit en outre dans les mêmes conditions les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du Travail. Le candidat retenu est informé du projet d'attribution et les autres candidats sont informés dans les 48 heures.

Après signature du marché par les autorités compétentes, le candidat retenu reçoit via la plateforme - www.marches-publics.gouv.fr une copie de l'acte d'engagement signée du représentant légal de l'établissement. En application de l'article R.2191-46 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, l'exemplaire unique est délivré au titulaire à la demande de celui-ci et non plus systématiquement.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	16/17
--	-----------------------------	-------

ARTICLE 7. VOIES DE RECOURS

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant:

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du rejet de leur candidature ou de leur offre, les candidats peuvent former un recours gracieux (auprès de la Directrice des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor) ou hiérarchique (auprès de la direction générale de l'AP-HP).

Un référé précontractuel peut être déposé auprès du tribunal administratif de Paris depuis le début de la procédure de passation et avant la signature du contrat. Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor respecteront un délai onze (11) jours entre la notification de rejet de la candidature ou de l'offre et avant la signature du contrat.

Un délai de droit commun peut être exercé dans les deux mois à compter de la parution de l'avis d'attribution du contrat.

ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Aucune réponse orale ne sera apportée aux questions des candidats. Une note comprenant les questions des candidats et les réponses sera élaborée par la Cellule des Marchés du Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor. Cette note, reprenant les questions et les réponses, sera adressée à l'ensemble des candidats.

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats peuvent poser une question à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr au niveau de cette consultation.

La date limite d'envoi de demande de renseignements est fixée à la première page du document.

Le Groupe Hospitalo-Universitaires AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor transmettra les réponses à ces questions au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Hôpitaux Universitaires Henri Mondor	Consultation n° HMN24A15SRV	17/17
--	-----------------------------	-------